

Index AI : PRE01/341/2012  
13 July 2012

## **Paraguay. Les autorités doivent enquêter sur toutes les morts de Curuguaty**

Il incombe aux autorités paraguayennes d'enquêter de manière exhaustive et impartiale sur toutes les morts survenues lors des affrontements entre paysans et policiers à Curuguaty, a déclaré Amnesty International alors que près d'un mois s'est écoulé depuis les faits.

« Il est très inquiétant que les enquêtes sur les morts de Curuguaty n'avancent pas efficacement. D'après les informations dont nous disposons, les enquêtes sur les policiers tués avancent davantage que celles sur les morts de paysans, a déclaré Guadalupe Marengo, directrice adjointe du programme Amériques d'Amnesty International.

« Ce que nous voulons, c'est qu'une enquête complète et impartiale soit menée sans tarder sur tout ce qui s'est passé, que les responsables soient traduits en justice et que les personnes injustement détenues soient libérées. »

Le 15 juin dernier, 11 paysans et 6 policiers ont été tués lors d'une opération d'expulsion forcée menée dans une exploitation agricole du district de Curuguaty, département de Canindeyú, au Paraguay.

Au moins 13 paysans ont été placés en détention, dont deux mineurs.

Parmi eux figure Miguel Ángel Correa Franco, qui travaillait pour le ministère de l'Agriculture et qui est toujours détenu dans la prison de Coronel Oviedo sous des chefs d'inculpation douteux, notamment d'assassinat.

Miguel Ángel Correa Franco a été arrêté à l'hôpital de Curuguaty, où il s'était rendu dans l'espoir de trouver un membre de la famille d'un ami, qui avait été blessé.

Alors que cela fait presque un mois qu'il est détenu, aucun élément ne prouve que Miguel Ángel Correa Franco ait été impliqué dans les meurtres des policiers, ni même qu'il se soit trouvé dans le secteur où ont eu lieu les affrontements.

Le procureur a recommandé la libération de Miguel Ángel Correa Franco, par manque de preuves à charge, mais la requête a été refusée à trois reprises.

« Nous pensons qu'il n'existe aucune preuve contre Miguel Ángel Correa Franco, et que son maintien en détention est par conséquent complètement injuste et arbitraire », a déclaré Guadalupe Marengo.

Une semaine après les affrontements entre policiers et paysans, l'ancien président du Paraguay Fernando Lugo a été destitué à l'issue d'une procédure politique engagée contre lui par le Parlement.